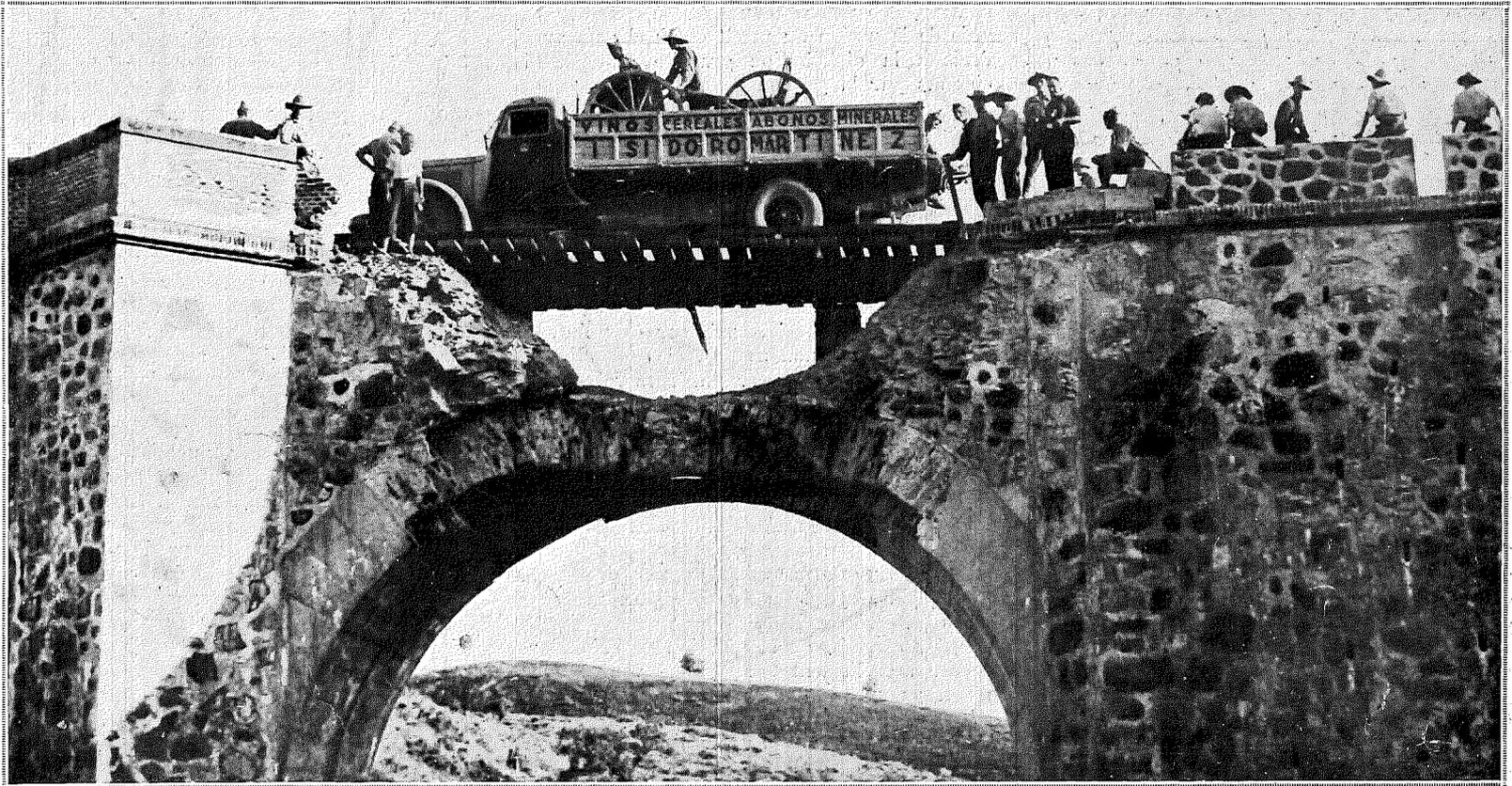


Louis BASCHET, Codirecteur.

RENÉ BASCHET, Directeur.

GASTON SORBETS, Rédacteur en chef.



Un camion transportant une pièce d'artillerie passe un pont hâtivement réparé avec des traverses de chemin de fer.



Vision poignante : dans le village où les troupes gouvernementales, avant de se replier, ont fusillé une centaine de suspects, les insurgés sont accueillis par les femmes implorant la vie sauve pour les hommes qui restent.

## COMBATS AU NORD DE SÉVILLE : LA PRISE DE CONSTANTINA PAR LES INSURGÉS

Photographies Keystone. — Voir les autres photographies pages 486 à 492.

## LA GRANDE CONTRADICTION DE NOTRE TEMPS

(Voir les numéros des 8 et 15 août 1936.)

Dans son premier article, Ludovic Naudeau montrait que la suppression de la propriété individuelle est impossible. Dans le second, il exposait les conséquences de ces progrès de la science et de la technique qui rendront à la longue inévitable, que nous le voulions ou non, un changement dans les rapports entre les humains. Sa conclusion, dont la fin paraîtra la semaine prochaine, s'efforce de réaliser la synthèse de cette contradiction, considérant avant tout l'état de l'Europe, dont une claire idée doit nous servir de régulateur.

### RECHERCHE D'UNE CONCLUSION

Quiconque aurait interprété à la lettre notre dernier article pourrait être amené à conclure que, même en dehors de tout système politique préconçu, en dehors de tout raisonnement, de toute préférence, les continuel progrès de la technique seraient suffisants à transformer tôt ou tard notre état social. Nous ne voudrions peut-être pas, après cette transformation, donner un nom précis à l'organisation nouvelle, mais, en définitive, elle ressemblerait probablement assez peu à celle dont nous nous contentons jusqu'à présent.

Cependant, n'avions-nous pas démontré précédemment que la suppression de la propriété, difficile dans tout l'Occident, serait impossible chez le plus individualiste de tous les peuples : celui auquel nous appartenons ?

Il ne s'agit plus, puisque nous voici au pied du mur, de contempler, dans le vague et l'imprécision des choses non encore entièrement expérimentées, un certain nombre de notions nouvelles et bouleversantes. Il faut maintenant les situer dans le temps et dans l'espace ; il s'agit de les rapporter à la France, à la France d'aujourd'hui, c'est-à-dire à un très vieux peuple où le sol reste très morcelé, où la classe moyenne a une importance exceptionnelle comme nombre et comme valeur sociale, un peuple où le labeur artistique et « individualisé » a plus de signification que n'importe où. Un peuple dont la capitale, depuis trois siècles au moins, « grande et incomparable en variété et diversité de commodités », écrivait déjà Montaigne, est le centre des élégances européennes, exploite des industries de luxe, donne le ton et crée toutes sortes de raffinements et de modes, dus à des talents personnels, à des ingéniosités qui n'ont rien de commun avec le travail en série. Si, en accumulant les efforts, vous finissez par changer Paris en un colossal Aubervilliers, vous taririez des sources de richesse et vous ne parviendriez peut-être pas à les remplacer. Londres, de notre temps, fait des efforts pour ravir à Paris ce monopole des industries de luxe que, naguère, nulle capitale n'eût osé nous disputer.

### L'ÉTAT DE SURABONDANCE EST-IL UNE RÉALITÉ CONSTANTE ?

Il faut d'abord fixer notre esprit sur cette question fondamentale : la situation de surabondance est-elle devenue une réalité ou n'est-elle encore qu'une prévision ? L'abondance existe-t-elle aujourd'hui en toutes choses ou bien n'existe-t-elle que dans un certain ordre de choses ? N'est-elle pas subordonnée encore à certaines conditions aléatoires comme le rendement des récoltes ? L'état de surabondance pourrait-il être pleinement ressenti par l'humanité entière s'il ne s'accompagnait pas d'un libre échange universel, permettant le transfert rapide de tous les produits du globe ? Or, le monde actuel est rigoureusement compartimenté, contingenté. Et il ne faudrait pas nous imaginer encore une fois, comme en 1793, que, parce que nous nous croirions en situation de faire des innovations sociales, la civilisation entière, émerveillée, s'empresse de se modeler sur nous.

Si, sur notre territoire, la majorité des produits, mais non tous, surabondaient, la rareté de quelques-uns suffirait à entraîner des complications sans fin qui compromettraient les conceptions nouvelles. En effet, ces produits rares, il faudrait ou bien n'en permettre la consommation qu'à une catégorie privilégiée,

ou bien en interdire l'emploi à tout le monde ; injustice dans le premier cas et régression sociale dans le second.

On a vu avec quelle ampleur nous avons précédemment décrit ici l'état des rapports humains tel qu'il est modifié par l'essor croissant du machinisme. Mais oserions-nous aujourd'hui en venir à conclure que nous constatons cet état permanent de surabondance qui permettrait la création d'une société d'égaux, délivrée de la notion du profit et où chacun aurait droit à la distribution gratuite des produits obtenus par la gestion collective ?

### LA CAPITALE QUESTION DU BLÉ EN 1936

Justement, une question précise se pose à nous en ce moment et nous entraîne à une investigation d'importance capitale : est-il vrai que, dans l'univers, le blé, après avoir surabondé, tende cette année à se raréfier ? La thèse de la surabondance va-t-elle se trouver par là démentie ?

J'ai réuni successivement, sur ce point, des informations si nombreuses, si contradictoires que j'ai dû recommencer plusieurs fois le présent abrégé. Le prix du blé monte actuellement en Europe ; il vient de croître en un mois de 27 % à Liverpool, marché international. La récolte est déficitaire en France et en Espagne, bonne dans les pays danubiens, insuffisante aux États-Unis, qui devront, cette fois, importer des céréales. Le Canada, qui passait pour disposer encore d'importantes réserves, n'en aurait pas tant qu'on croyait. La Russie exportera peu de grain cette année. Nous allons vers une période de *pain cher*. Toute la question de l'abondance repose actuellement sur ce que vont être les récoltes dans l'hémisphère sud (ou austral), où elles ne seront pas effectuées avant le mois de décembre. Celles de l'Argentine sont prometteuses ; par contre, une sécheresse aurait compromis celles de l'Australie. En résumé, il n'y a maintenant aucun péril d'insuffisance, mais, les stocks étant en voie d'épuisement, il suffirait que 1937 fût une année de sécheresse généralisée pour déterminer une pénurie bien caractérisée. Et, alors, que deviendrait la thèse de l'abondance ? Je réserve toutefois une question. Il faudrait savoir si l'état actuel de diminution fut dû partout (et surtout aux États-Unis) à des causes naturelles, ou bien si une restriction des emblavements ne l'entraîna pas aussi.

En ce qui nous concerne personnellement, aucune innovation ne nous effraie, à condition qu'elle puisse se matérialiser dans le fait et recevoir la sanction de la durée. Mais, jusqu'à présent, il nous est impossible de mettre en notre créance que la notion de surabondance, plausible en soi, soit entièrement affranchie de toute incertitude. Et cette part d'incertitude nous semble assez forte pour qu'il nous paraisse hasardeux d'entreprendre les difficiles expériences dans un peuple vieux et malade comme le nôtre l'est.

### NOTRE MALADIE MORTELLE

Car ce peuple est atteint d'une maladie grave et, à la longue, mortelle : sa natalité décroît avec une telle rapidité que, si les choses continuent comme nous les voyons maintenant se dérouler, bien avant la fin du présent siècle notre population aura décliné si fortement, en nombre absolu, que nous ne serons plus comptés parmi les grandes puissances. Mais ce n'est pas tout ! Nous sommes avoisinés par deux peuples soumis à de rigoureuses dictatures du type entreprenant et expansionniste. Celles-ci sont manifestement disposées à revendiquer la propriété de tout domaine qui, se trouvant à leur portée, paraîtrait ne pas être suffisamment défendu. À l'heure même où ces lignes sont écrites, l'Allemagne est en train de constituer très solidement les fondations de son hégémonie dans l'Europe centrale et, probablement, dans l'Europe tout court. Et, par conséquent, si le bon tyran philosophe prévu par Ernest Renan était présentement investi de la direction de nos affaires, quels efforts jugerait-il le plus urgents ?

Il est clair qu'après avoir pris, dès l'abord, des mesures de nature à apaiser dans notre

prolétariat ceux des besoins légitimes qui étaient par trop douloureusement inassouvis il mettrait en sommeil la politique intérieure et s'occuperait avant tout de relever nos divers potentiels. Et, premièrement, il se hâterait d'instituer cette péréquation, ce *mutuellisme* des charges de famille que nous avons indigué, il y a quelques années ici même, après une longue enquête, comme l'unique moyen d'accroître à coup sûr la natalité.

À cet égard, nous enregistrons comme un fait objectif que le parti communiste français a été jusqu'à présent le premier et le seul à adopter une politique natalitaire. La très bourgeoise Alliance nationale pour le relèvement de la population, s'en étant persuadée, n'a pas craint de prendre un contact direct avec lui. Et c'est compréhensible puisque nos politiciens libéraux, depuis 1870, n'ont guère su répondre aux sérieux avertissements qui leur étaient prodigués à ce sujet que par la plus parfaite expression de leur indifférence.

En ce qui touche ce point spécial de la natalité, ayant signalé, bien avant les événements actuels, la nécessité d'une solution collective, mutualiste apportée à ce problème, je me trouve avoir devancé, à cet égard, la plus extrême gauche, ce qui prouve à quel point j'ai, en ce moment, le moyen de me montrer impartial. Mais, maintenant, faut-il dire qu'absorbé par ces débats si essentiels notre tyran philosophe aurait encore le temps de préparer une transformation radicale de nos rapports sociaux ? Je crois sincèrement que, devant le très grave péril où nous sommes présentement, il voudrait nous éviter, jusqu'à nouvel ordre, toute cause de dissension ; il ajournerait toute controverse susceptible d'être pour nous un motif de division et de faiblesse.

### LES CHEVAUX CHANGÉS AU MILIEU DU GUÉ

Mais le suffrage universel, lui, en a décidé autrement, dans son ignorance sublime de nos rapports avec le monde extérieur. Au lendemain de l'occupation de la Rhénanie par les Allemands et à la veille de la proclamation de la conquête définitive de l'Éthiopie par les Italiens, des millions d'électeurs français ont jugé (ou plutôt paru juger) que ce que nous avions de mieux à faire, c'était de préparer chez nous la « révolution ». Un proverbe expressif dit : « Ne changez pas vos chevaux au milieu du gué. » Nous avons choisi, nous, de changer nos chevaux en plein gué, alors que nos roues menaçaient déjà de s'enfoncer dans la vase.

Mais, quoi qu'il en soit, le fait est accompli, les chevaux sont changés et, puisque tous les regrets du monde n'y feront plus rien, il ne nous reste plus qu'à essayer de comprendre ce que certains de nos compatriotes voudraient voir se passer. Transportons-nous par la pensée à cette époque où, toute propriété capitaliste ayant été abolie, toute notion de bénéfice aurait disparu. La totalité du mécanisme industriel ne représenterait plus qu'un instrument soumis à l'intégralité des citoyens. Et, comme conséquence de tout cela, il n'y aurait plus, semble-t-il, qu'à faire tourner chaque rouage à plein rendement pour parvenir à l'âge heureux de l'abondance universelle.

Je l'avoue humblement, je ne suis pas assez versé en économie politique pour me représenter avec clarté comment seraient résolus alors les problèmes de la distribution. Supposons que les matelots de Boulogne-sur-Mer, travaillant à plein effort, sans aucune idée de malthusianisme économique, disposent chaque semaine d'un stock énorme de poisson. Comment s'y prendraient-ils pour l'échanger en temps utile, sans une déperdition toujours à redouter, contre les autres marchandises dont ils auraient besoin ? En arriverait-on, par de vastes trocs ou par un échange de bons de travail, à supprimer en grande partie la monnaie ? Marx dit dans le *Capital* que, « si la production nationale était organisée, la monnaie métallique ne serait nécessaire que pour solder les différences du commerce international ». Dans un régime collectiviste, tous les moyens de production, de circulation et d'échange appartiennent à la communauté nationale et sont exploités sous sa direction ; tous les travaux et produits ont une valeur taxée en

unités de travail, suivant la quantité de travail dépensée.

Soit, mais avant qu'on en arrivât là et qu'on réussît à faire fonctionner ces innovations extraordinaires, quels tâtonnements inévitables, que de déboires, en vue, que de crises à prévoir ! Perplexe, je me tourne vers les grands écrivains du socialisme. Je commence à les connaître un peu. Et alors je constate une fois de plus que Karl Marx s'est toujours abstenu de décrire la société future, refusant, disait-il, de « formuler des recettes pour les marmites de l'avenir ». Même réserve chez Engels, chez Liebknecht, chez Vandervelde, chez Kautsky, chez Jules Guesde, qui a dit : « Les socialistes ne prophétisent pas. » Tous ces maîtres ont su, et quelquefois avec un véritable génie, rendre évidentes les iniquités de la société actuelle. Mais ils ne nous ont jamais expliqué d'une manière bien intelligible de quelle manière, au lendemain de la révolution, le monde nouveau s'organiserait. Cette retenue des marxistes a même été critiquée par un célèbre socialiste viennois, le professeur Anton Menger, qui a écrit :

« Aucune critique, si exacte soit-elle, des institutions existantes n'est justifiée aussi longtemps qu'on n'a pas montré suffisamment la possibilité d'un état meilleur. Les nations ne se décideront jamais à une expérience sociale profonde si on n'a pas construit d'abord une théorie de droit public socialiste d'après des données conformes à l'expérience. »

#### L'EXPÉRIENCE RUSSE

On va m'objecter que, depuis ce temps, la formidable expérience russe apporta la réponse à toutes ces questions poignantes. Mais la Russie était un pays profondément différent des nations occidentales. L'esclavage n'y a été aboli qu'en 1861. Tout paysan russe âgé aujourd'hui de plus de soixante-quinze ans naquit esclave. L'industrie, en 1917, y était encore tout à fait rudimentaire (voilà pourquoi pendant la grande guerre l'armée russe, manquant toujours de munitions, fut vaincue). Les classes moyennes étaient à peu près inexistantes. Une multitude de paysans russes, en 1917, ne possédaient absolument rien, ayant toujours vécu, au temps des tsars, sous le régime semi-communiste du *mir*, qui partageait périodiquement les terres communales. Grâce à une formidable terreur, Lenine, homme personnellement convaincu et désintéressé, supprima d'abord tout le commerce libre et fit aboutir le communisme à une colossale centralisation étatiste, dont les divers organismes groupaient tout et distribuaient tout. Tout du moins ce qu'ils avaient à distribuer, car c'est un fait prouvé et absolument indéniable que, de 1918 jusqu'au jour présent, les diverses régions russes ont connu périodiquement des famines, des disettes, des états de pénurie. Mais, quoi qu'il en soit, et contre vents et marées, le système communiste russe a déjà tenu dix-huit ans. Seulement, notons qu'il s'applique à une population primitive, habituée traditionnellement à la privation et à l'obéissance passive.

Si donc c'est au modèle russe que nous sommes invités à nous en rapporter, force nous est de conclure que l'état actuel de nos transactions économiques serait remplacé par un absolutisme d'Etat. Celui-ci, grâce à l'emploi d'une multitude de fonctionnaires, remplirait à notre intention toutes les fonctions qui incombent actuellement au commerce libre. J'ouvre, au hasard, les *Principes d'économie politique*, par Segal, publiés en 1936 à Paris par la bibliothèque marxiste. J'y trouve ce passage :

« Les moyens de production n'appartiennent plus au capitalisme, mais à l'ensemble de la classe ouvrière, donc point d'exploitation. Le *directeur rouge* qui est à la tête de l'entreprise socialiste n'est pas un propriétaire, mais un *fonctionnaire de l'Etat prolétarien*, chargé de diriger la production. La production est dirigée suivant un plan fixé par l'Etat prolétarien. »

C'est donc bien à un absolutisme étatiste que nous sommes invités à nous rallier. Mais il n'est pas clairement démontré que les ouvriers seront toujours plus heureux sous l'omnipotent directeur rouge qu'ils ne l'étaient sous le directeur bourgeois dont l'autorité était si souvent bravée et tournée même en ridicule. En Russie, après la révolution bolchevique, les ouvriers s'étonnèrent de se voir refuser le droit de grève dont

ils usaient sans se gêner au temps du tsar. Mais il leur fallut bien obéir, sous peine d'être traités en « contre-révolutionnaires ».

Nous ne savons que trop, jusqu'à présent, que les employés de l'Etat ne sont pas tous diligents, laborieux, ascétiques et dévoués au bien public. Les hommes changent-ils de caractère parce qu'on les désigne, sous un nouveau nom ? Certes, il y a eu dans le parti communiste des hommes pleins d'idéal et de désintéressement personnel, comme Lenine lui-même ou comme Tchitcherine. Nous ne sommes point sûrs qu'ils trouveraient en France de très nombreux imitateurs. Encore une fois, on ne saurait, en changeant le nom des choses, transformer la nature humaine ; on s'apercevrait qu'un certain nombre des appointés du nouveau régime sont, comme certains de ceux d'aujourd'hui, des égoïstes, des jouisseurs, des paresseux, des sceptiques. Seule l'expérience des choses nous dirait s'ils sauraient toujours remplacer l'activité du commerçant actuel ; celui-ci, dans la manipulation des marchandises, déploie d'autant plus de zèle et d'ingéniosité qu'il veut s'épargner des pertes. On s'apercevrait peut-être, que, comme par hasard, les fonctionnaires rouges auraient besoin de puissantes autos dont ils se serviraient aussi pour faire quelques excursions dominicales vers des centres gastronomiques. La chair est faible. L'ascétisme n'a jamais été beaucoup dans le goût des Français. Et sans ascétisme il ne saurait y avoir de véritable communisme. Je lis, avec curiosité, dans un petit journal révolutionnaire, *le Nouvel Age* :

« Les classes, dans le *capitalisme privé*, sont fondées sur la *propriété*. C'est un féodalisme industriel et bancaire. Les classes, dans le *capitalisme d'Etat*, sont fondées sur la *situation*. C'est un féodalisme bureaucratique.

» Notre capitalisme avait ses privilégiés, les *propriétaires*. L'U. R. S. S. a les siens, ses *fonctionnaires*. »

#### DES RÉVOLUTIONNAIRES CONTRE L'ÉTATISME

Pour montrer ce qu'il y a d'incertain et de contradictoire dans la pensée des marxistes, nous comparerons à la citation de Segal, faite plus haut, cette remarque de Gabriel Deville, l'un des plus grands commentateurs de Karl Marx :

« Il n'y a pas à perfectionner, mais à supprimer l'Etat. C'est un mauvais système pour détruire quelque chose que de commencer par le fortifier. Et ce serait augmenter la force de résistance de l'Etat que de favoriser l'accaparement par lui des moyens de production. »

Laissons parler Arturo Labriola, ancien ministre du Travail d'Italie et l'un des plus savants connaisseurs du marxisme. Il écrit dans *le Crépuscule de la civilisation* :

« Communisme ou capitalisme, c'est toujours de l'étatisme. C'est l'Etat qui dira aux « camarades » ou aux entrepreneurs ce qu'il veut d'eux. Sauf la question d'un certain « égalitarisme », du reste relatif (parti communiste et bureaucratie soviétique ont été dénoncés comme le noyau d'une nouvelle classe dirigeante en Russie, que le communisme réalise), le mot décisif est toujours prononcé par l'Etat. C'est lui qui empêchera la formation de mouvements divergents et placera l'individu devant l'obligation de renoncer à son initiative. Plus tard, c'est même la notion de « droits de l'individu » qui disparaît ; l'Etat dit que c'est lui seul qui possède « le droit ». Les « individus » n'ont que des « devoirs ». Si l'Etat remplace l'initiative et le contrôle privé du capital par ses propres moyens, le *socialisme n'a plus de fonction*, car, évidemment, l'Etat, qui domine les forces économiques mortes, voudra encore davantage dominer les forces vivantes. »

Et Arturo Labriola conte aussi cette anecdote :

« Ministre du Travail en Italie en 1921, je m'efforçais de persuader le chef du puissant syndicat ouvrier de l'électricité de la condition réelle de cette industrie qui était à la veille d'une colossale faillite et donc de l'impossibilité pour elle de céder à de fantastiques demandes d'augmentation de salaires de la part de ses ouvriers. Il me répondit froidement : « *Moi aussi, j'ai mon métier à défendre* et, si je n'apporte de sérieux avantages à mes syndiqués, ils me jetteront sur le pavé. »

Et il ajoute impitoyablement :

« Un Etat socialiste pourvu de pauvres diables est parfaitement possible. »

Nous étonnerons peut-être davantage encore ceux que nous appellerions volontiers les premiers du marxisme en rappelant que, dans l'esprit de Marx et d'Engels, l'étatisme et la dictature du prolétariat ne constituaient pas le dernier terme de leur doctrine. L'appropriation par l'Etat des forces productives, a écrit Engels, *n'est pas* la solution du conflit. Etatisme et dictature devraient être seulement une organisation transitoire, destinée à engendrer une sorte de rénovation de la mentalité humaine. Après la réalisation de celle-ci, l'Etat lui-même disparaîtrait, s'évanouirait. Le gouvernement des personnes ferait place à l'administration des choses. Je le sais d'autant mieux que Lenine lui-même, au cours de la célèbre interview que j'ai eu l'honneur d'avoir avec lui en 1919 au Kremlin, a pris la peine de m'expliquer cette distinction si importante et si mal comprise. Il disait entrevoir une époque lointaine où, toute nécessité de coercition ayant disparu, l'Etat conquis, mais pour être aboli, se seléroserait et finirait par tomber à rien. Et c'est sur ce point que marxisme et proudhonisme, ces frères ennemis, en viennent à se rejoindre, car Proudhon réclamait avant toute chose la dissolution de l'Etat dans l'organisme économique. Il écrivait :

« L'Etat, quelque forme qu'il affecte, aristocratique ou théocratique, monarchique ou républicain, aussi longtemps qu'il ne sera pas devenu l'organe obéissant et soumis d'une société d'égaux, sera pour le peuple un enfer, une damnation. La meilleure forme de gouvernement, comme la plus parfaite des religions, prise au sens littéral, est un être contradictoire : on ne peut pas plus admettre le gouvernement de l'homme par l'homme que l'exploitation de l'homme par l'homme. »

Le syndicalisme, lui, a constamment hésité entre les nationalisations et les syndicalisations de l'industrie. Les syndicalistes révolutionnaires, très impressionnés par Proudhon, ont dit que tout Etat est mauvais ; Etat signifie autorité, domination, pouvoir de certains hommes sur la masse. Grâce à ces fonctionnaires, à ces profiteurs du socialisme, l'Etat subsisterait, et avec lui l'inégalité, l'exploitation et l'oppression. Le syndicalisme voudrait donc substituer l'économie à la politique, la libre association des producteurs à toute organisation de contrainte.

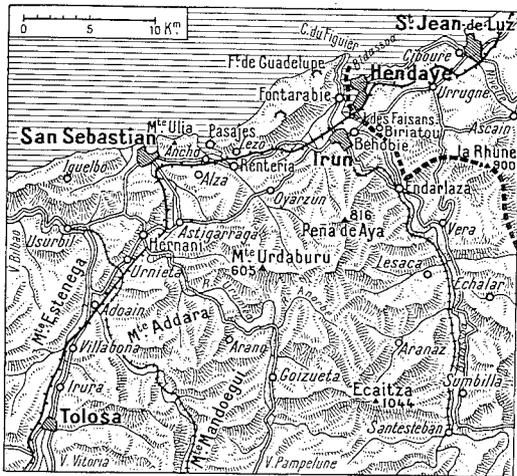
#### UN COMMUNISME NON ÉTATIQUE SERAIT-IL RÉALISABLE ?

Mais ne regardez point dans le vague et l'in défini du rêve, regardez l'Europe telle qu'elle s'est constituée aujourd'hui. Trois grandes puissances sont organisées sous la forme d'un étatisme forcené où tout prend l'aspect d'un rite militaire et guerrier et où l'individu est, sans trêve ni merci, asservi à un Etat totalitaire. L'abolition de l'Etat par un peuple limitrophe de deux des puissances susdites serait une aventure absolument folle qui exposerait à une immédiate destruction. On pourrait peut-être s'imaginer la suppression de l'Etat, ou plutôt des Etats, dans une Europe unanime, pacifiée et dont les divers groupes nationaux seraient, au même moment, parvenus à un même degré de raison et de fraternité. Mais, dans l'Europe antagonique d'aujourd'hui, nul peuple ne peut songer un seul instant à se débarrasser de la cohésion ou, si l'on veut, du carcan étatiste, car nul peuple ne peut renoncer à l'intégrale organisation de sa force. Et la nécessité de la force implique la nécessité de l'Etat.

Nous en avons dit assez pour bien établir que, de deux choses l'une, ou bien le communisme français ne sera pas, ou bien, s'il se crée, ce ne pourra être, comme en Russie, que sous une forme étatiste et essentiellement dictatoriale. Et celle-ci, en quelque sorte, contredit, vous venez de le voir, son propre idéal : elle remplace, si nous en croyons *le Nouvel Age*, l'ancienne bourgeoisie par toute une hiérarchie de fonctionnaires et de gens en place. En Russie, d'ailleurs, un immense capitalisme d'Etat s'est substitué au socialisme intégral. Était-ce bien la peine de tuer tant de monde pour en venir à instituer un parlement qui ressemblera de manière frappante au parlement fasciste italien ?

LUDOVIC NAUDEAU.

(A suivre.)



Les opérations près de la frontière française.

LES ÉVÉNEMENTS D'ESPAGNE

La guerre civile se développe en Espagne avec, de part et d'autre, un égal héroïsme, avec aussi, hélas ! une férocité progressive ; vraiment il semble que l'on revienne à la barbarie des vieux siècles, à la terrible croisade des Albigeois, ou au fanatisme sanglant des guerres de Religion. La tragédie espagnole se déshonore par ses massacres d'otages, par ses exécutions en masse de vaincus. Des deux côtés, c'est le même prétexte : représailles.

Le 12 août, à Barcelone, dans les fossés de la forteresse de Montjuich, les généraux Goded et Buriel, condamnés à mort par un conseil de guerre pour avoir dirigé l'insurrection des troupes à Barcelone, ont été fusillés.

A Madrid, le général Fanjul et le colonel Quintana, accusés d'avoir fomenté l'insurrection à la caserne de la Montana, ont été condamnés à mort par la cour suprême et passés par les armes.

Ces exécutions n'ont fait naturellement qu'exaspérer les insurgés, qui ont répondu en fusillant des captifs.

Quant aux opérations militaires, elles ont pris, ces derniers jours, une exceptionnelle intensité. Les renforts venus du Maroc au général Franco ont permis aux insurgés de marquer un esprit offensif qui leur a donné, sur plusieurs points, l'initiative des opérations. Le fait de guerre le plus important, ce fut, le 14 août au soir, après un bombardement conjugué de l'artillerie et de l'aviation, la prise par les troupes de Franco de la ville de Badajoz, dont les défenseurs se firent tuer sur leurs positions. Précédemment, par l'occupation de Mérida, nœud important de communications sur la route de Madrid, la liaison des forces insurgées du Nord et du Sud avait pu s'amorcer. Elle se trouve complètement établie par la prise de

Badajoz, qui ferme toute la frontière portugaise aux gouvernementaux et permet à la ligne des insurgés de former autour de Madrid un arc de cercle continu de Sigüenza à l'extrémité nord-est de l'Estremadure.

Au nord, le 12 août, l'entrée des insurgés à Tolosa leur a donné les moyens de poursuivre plus vigoureusement leurs opérations contre Irun et contre Saint-Sébastien, que menacent d'autre part les plus fortes unités de la flotte des nationaux, l'Almirante Cervera, le croiseur Espana et le torpilleur Velasco, ces deux derniers bâtiments ayant été hâtivement remis en état au Ferrol. Le 16 août, l'Espana a fait sauter des dépôts d'essence à Bilbao. A Saint-Sébastien des massacres d'otages répondent aux bombardements et les attaques des insurgés dans cette région rencontrent une défense vigoureuse que soutiennent des renforts en hommes et en munitions.

Sur les autres fronts, au Guadarrama, où les gouvernementaux auraient progressé, à Gijón, où les derniers rebelles se seraient rendus, aux Baléares, où ils ont débarqué à Majorque, autour d'Oviedo, en direction de Malaga, les opérations se poursuivent dans une confusion et dans une incertitude que n'éclaircit point les communiqués contradictoires des deux partis.

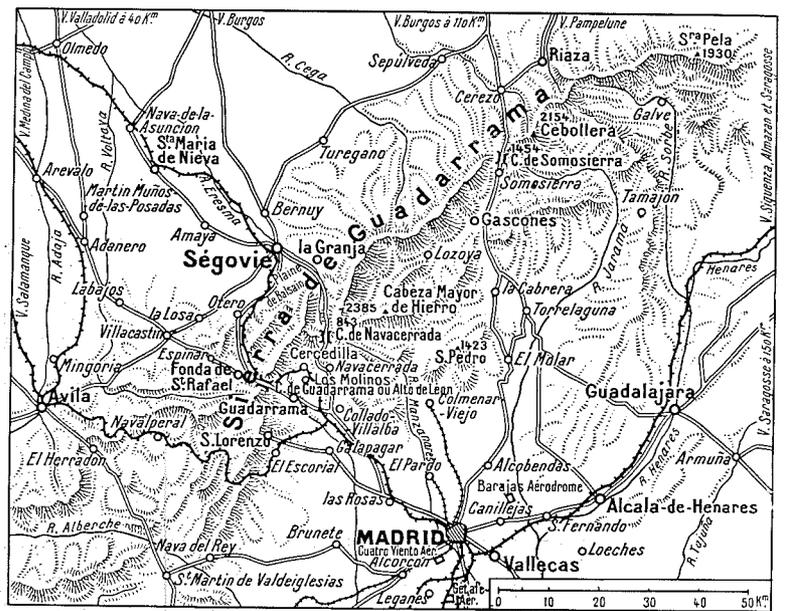
Mais on ne saurait nier l'importance de la liaison aujourd'hui réalisée des forces insurgées du Nord et du Sud et de la possibilité qu'ont désormais leurs chefs de conférer ensemble comme cela s'est produit dans le conseil de guerre qui a réuni à Burgos les généraux Franco, Mola et le président de junte militaire, le général Cabanellas. Ajoutons que des cérémonies, le jour de l'Assomption, se sont déroulées à Séville et à Cadix à l'occasion de la restauration du drapeau national rouge et or.

A Séville, le général Queipo de Llano a, du balcon de l'Ayuntamiento, près de l'étendard déployé, prononcé un discours exaltant le « mouvement de libération ». Puis il y eut un grand défilé de troupes. Lorsque les généraux Franco et Queipo de Llano quitterent l'hôtel de ville, ils furent très acclamés par la foule criant : « Viva Espana ! »

En marge des opérations militaires, les faits sus-

ceptibles de soulever des incidents internationaux se multiplient. L'Italie et l'Allemagne poursuivent leurs réclamations en ce qui concerne leurs nationaux tués à Barcelone. L'Allemagne y a joint la question, aujourd'hui réglée semble-t-il, des appareils allemands réquisitionnés par les autorités militaires du gouvernement de Madrid. La Colombie a fait également des représentations très vives au sujet du meurtre par les rouges de huit sujets colombiens. Une énergique protestation a été adressée par le gouvernement de Lisbonne au gouvernement de Madrid en raison d'une incursion de miliciens en armes sur son territoire. La Grande-Bretagne a réclamé la libération d'ingénieurs anglais retenus aux mines de Rio Tinto par les mineurs. Les ingénieurs ont pu quitter Huelva et reprendre la route du rapatriement.

Quant à la France, elle ne peut pas ne pas s'inquiéter des violations constantes de sa frontière sinueuse des Pyrénées par l'un ou l'autre parti. Un avion espagnol, un Junkers, portant les couleurs gouvernementales mais dont la prove-



Les opérations au nord de Madrid.

nance exacte reste incertaine, a bombardé, le 16 août, le village français de Biriato, au bord de la Bidassoa. Par miracle, il n'y a pas eu de victimes et, seule, une maison a été fort endommagée. Enfin notre sol limitrophe se trouve constamment battu par les balles, malgré les représentations qui ne cessent d'être faites aux deux belligérants.

Ces incidents quotidiens peuvent soudain prendre une gravité extrême et montrent l'urgence d'une entente de l'Europe pour que les représentations des pays intéressés ne sortent pas du plan de la non-ingérence.

Cette neutralité, qui fait l'objet de tout notre effort diplomatique, c'est évidemment et d'abord en ce qui concerne surtout notre pays, le plus directement exposé, la thèse du bon sens. Si la France ne rallie point à cette thèse les autres nations, le péril de conflagration européenne subsiste : il est incontestable que tout geste d'une nation étrangère en faveur de l'un des partis aux prises provoquera de la part d'une autre nation un geste contradictoire. Jusqu'ici on n'en est qu'aux incidents, aux infractions « ignorées » ou désavouées par les gouvernements responsables. Mais que l'attitude encore prudente d'aujourd'hui soit abandonnée, que des avions, des armes, des corps de volontaires soient dirigés sur Madrid, Barcelone, Saint-Sébastien ou Séville, ce ne seront plus les Espagnols seuls qui combattront contre des Espagnols, ce seront des nations qui s'affrontent dans les combats sur mer, sur terre ou dans les airs. Et, de cet instant, la paix européenne cesserait d'exister. On en viendrait au conflit général plus affreux, plus implacable encore peut-être que celui de 1914, car il serait commandé par des mystiques, inconciliables. Ce serait cette guerre que tous les partis, chez nous, condamnent et que cependant des gestes inconsidérés et qui échappent à l'autorité gouvernementale peuvent, par voie de conséquence, provoquer.

Il faut dire que les infractions jusqu'ici constatées au principe de la non-ingérence et qui font une atmosphère européenne dangereuse viennent aussi bien des nations sympathiques aux insurgés que de celles qui souhaitent les succès des gouvernementaux. Si l'Italie et l'Allemagne



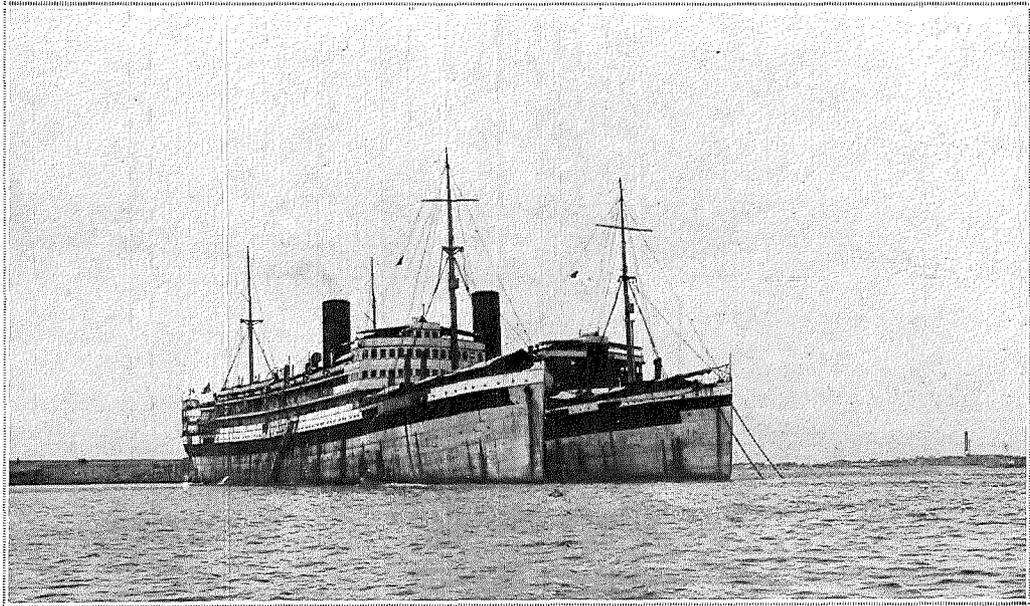
Le général Mola inspectant la garde civile à Burgos.

s'inquiètent de l'attitude en France des extrémistes de gauche qui multiplient l'agitation interventionniste et vont jusqu'à déclarer paradoxalement qu'il faut s'engager dans la guerre pour éviter la guerre, attitude qui n'est point sans gêner l'action diplomatique de notre gouvernement ; si des objections prennent encore pour thème les subsides envoyés à Madrid par les organisations populaires russes, françaises, anglaises, il n'est pas moins vrai, d'autre part, que la présence d'avions italiens et allemands est constatée chez les insurgés et que l'Angleterre elle-même n'a point cru pouvoir empêcher jusqu'ici la livraison en Espagne de matériel civil aérien, comme en a témoigné ces derniers jours la chute en France de deux avions destinés à passer les Pyrénées.

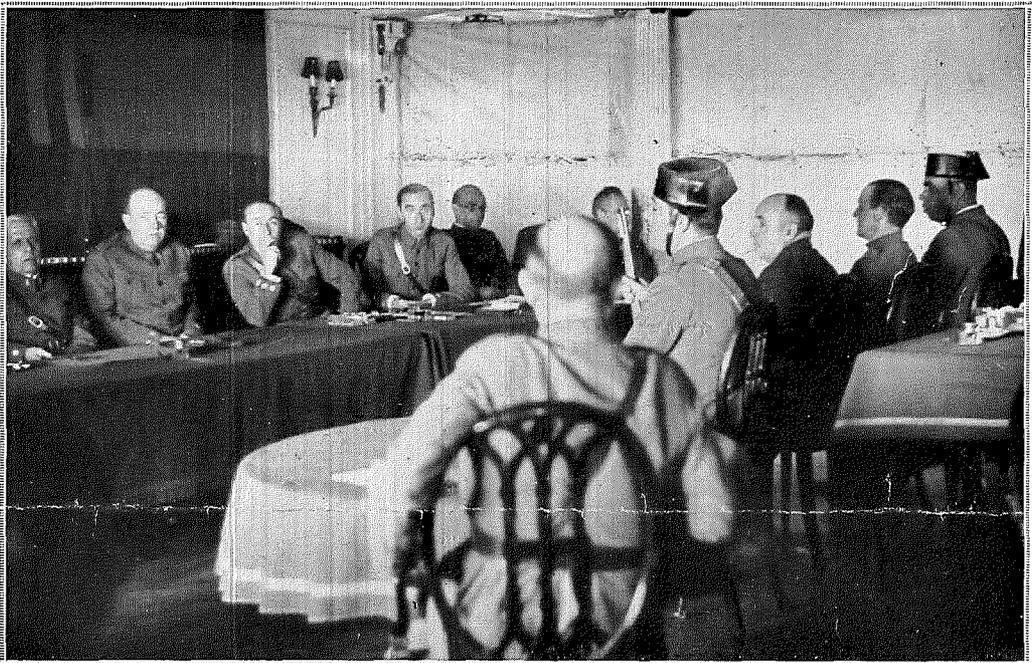
En dépit de difficultés qui renaissent chaque jour, M. Yvon Delbos, dont l'attitude s'est affirmée si nette sur le plan de la neutralité absolue, poursuit inlassablement ses efforts. Si l'entente, dont il déclarait l'urgence, n'a reçu jusqu'à ces derniers jours qu'une adhésion générale de principe, l'Angleterre, par une note du 15 août, a donné son appui « le plus complet » à l'action poursuivie par le gouvernement français. « Il convient de se rendre compte, a dit le Foreign Office, que le maintien d'une attitude de non-intervention stricte est essentiel si l'on veut que les malheureux événements d'Espagne n'aient de graves répercussions hors de ce pays même. »

L'Angleterre a donné des instructions à ses ambassadeurs à Berlin et à Rome pour presser l'acceptation de la proposition française par les gouvernements allemand et italien. D'autre part, elle s'est déclarée disposée, lorsqu'un accord général aura été réalisé, à interdire l'exportation d'armes à l'un ou à l'autre des partis aux prises en Espagne. Egalement, elle s'engagera, sous condition de réciprocité de la part des autres nations, à prendre toutes les mesures en son pouvoir pour empêcher la fourniture d'appareils civils.

Ces précisions apparaissent d'autant plus oppor-



Le vieux paquebot *Uruguay*, en rade de Barcelone, transformé en bateau-prison et à bord duquel furent jugés les généraux Goded et Buriel.



Pendant le jugement : de profil à droite, entre deux gardes, les généraux Goded et Buriel.

*Spañ General a Chef Base Aerea Prat.*  
*Me urge que los cuatro hidravionos que han venido conmigo se eleven rápidamente y me destruyan los aparatos de esta base militar que están en el aerodromo del Prat.*  
*J. Goded*

Lettre du général Goded qui entraîna sa condamnation à mort.

« Général Goded au chef de la base d'aviation. — Il m'est urgent que les quatre hydravions qui sont venus avec moi prennent l'air à bref délai et détruisent en bombardant les appareils d'aviation militaire se trouvant à la base aérienne du Prat. »

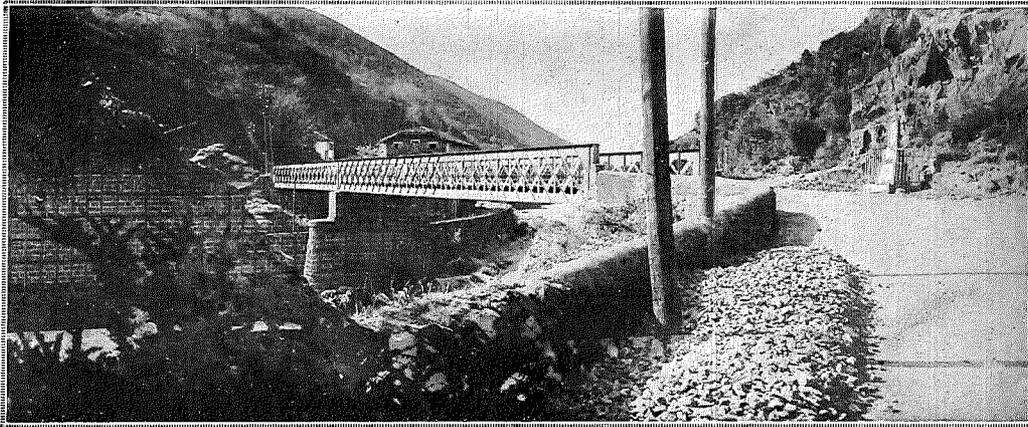
tunes que, le lendemain même de la déclaration britannique, deux avions venant d'Angleterre et se dirigeant vers l'Espagne ont, comme nous l'avons dit, échoué à la frontière française, l'un s'écrasant incendié sur l'aérodrome de Parme, près de Biarritz, l'autre revenant atterrir à Rochefort, où il s'est fort endommagé.

Le Portugal, tout en adhérant au principe de l'accord, a fait des réserves tenant à la situation de son territoire, qui peut avoir à se défendre contre une action des belligérants. L'Allemagne a retardé sa réponse, car elle attend de connaître le sort qui sera fait aux réclamations qu'elle a formulées à Madrid. Enfin, l'Italie désire être fixée sur certaines modalités d'application de l'accord. Il s'agirait des mesures qu'entendrait prendre chaque gouvernement pour faire obstacle à des initiatives privées qui seraient en opposition avec l'attitude officielle des Etats.

Ceci comme cela rend très complexe et très délicat l'entretien diplomatique qui se poursuit et dont il faut souhaiter qu'il aboutisse le plus vite possible à une entente.



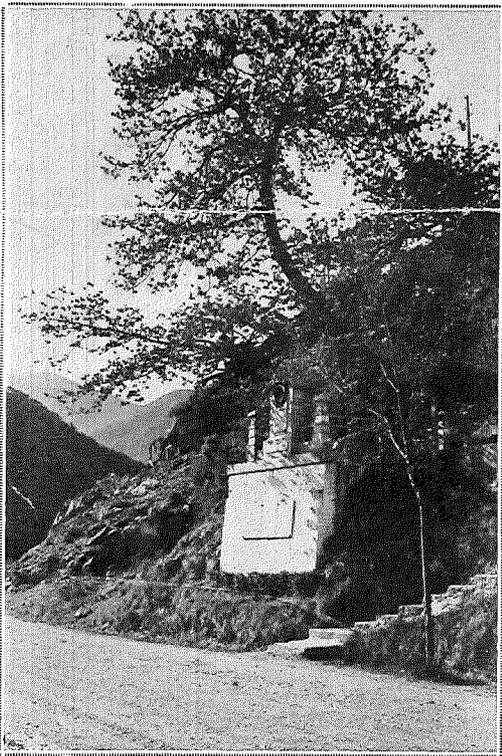
Dans les rues de Barcelone : la foule suit les détails du procès diffusé par haut-parleurs.  
 LE PROCÈS DES GÉNÉRAUX GODED ET BURIEL A BARCELONE.



Le pont d'Endarlaza (sur la Bidassoa), que les forces gouvernementales ont fait sauter aux premiers jours de la guerre actuelle ; à droite, la stèle commémorative du drame de 1873.

### LE TRAGIQUE PONT D'ENDARLAZA

Dès les premiers jours de l'insurrection, les forces gouvernementales, pour s'opposer au passage des troupes insurgées venant de Pampelune et de Vera vers Saint-Sébastien, avaient fait sauter le pont d'Endarlaza. Mais une des trois colonnes qui convergent sur Saint-Sébastien a tourné cette position. Ce n'est pas la première fois que ce nom entre bruyamment dans l'actualité historique. Le pont d'Endarlaza est resté fameux, de l'autre côté des monts, depuis la troisième campagne carliste (1871-1876). Les passions politiques qui se heurtèrent alors à ses alentours sont celles mêmes qui s'y affrontent aujourd'hui. Ceux qu'on appelait alors les libéraux se nomment présentement les partisans du Front populaire, mais le même principe les anime. Leurs adversaires étaient autrefois les carlistes, ce sont encore



Le mausolée des 37 carabiniers fusillés il y a soixante-trois ans par le curé Santa Cruz sous le chêne, encore vivant, où eut lieu l'exécution.

aujourd'hui, au pays basque, les carlistes grossis de tous ceux qui, sous des étiquettes diverses, se réclament véhémentement des traditions religieuses, familiales, monarchiques de l'Espagne. Et la lutte actuelle connaît la même âpreté sanglante que la lutte d'autrefois.

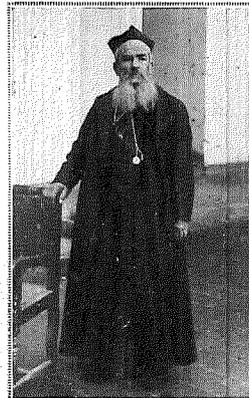
Endarlaza est un point stratégique important. Ce n'est qu'un groupe de quelques fermes, un poste de douaniers. Mais c'est aussi l'endroit où la gorge de la Bidassoa s'étrangle brusquement entre des monts escarpés — qui portent encore quelques postes datant de la guerre carliste. Le cours de la Bidassoa y est particulièrement violent et torrentueux. La route de Saint-Sébastien à Vera, la route de Navarre et de Pampelune, la chevauche précisément par ce pont que l'on vient de faire sauter. Le site, d'une majestueuse et mélancolique sauvagerie, se prête admirablement à l'embuscade et au coup de main. En amont,

une mince bande de territoire espagnol, qui s'élargit peu à peu vers l'est, occupe la rive droite. En aval, cette même rive est française. Le village de Biriato, accroché aux rochers, la surplombe.

Le 4 juin 1873, quelques éléments des bandes carlistes, qui dominaient pratiquement le Guipuzcoa, donnèrent l'assaut au poste de *carabineros* qui gardaient le pont d'Endarlaza. Le chef de ces bandes était le fameux curé Santa Cruz. Avant même que don Carlos eût donné le signal du soulèvement, il avait quitté sa cure d'Hernialde et était entré en campagne, suivant la tradition, encore vivante en Espagne, de ces prêtres et moines que toute guerre à allure de croisade jetait parmi les troupes et parfois à leur tête. Austère et courageux jusqu'à l'héroïsme, armé simplement d'un gourdin, connaissant à merveille les moindres plis et replis de son Guipuzcoa natal, véritable génie de la guérilla, il était le cauchemar et le désespoir des libéraux, sur lesquels il tombait avec l'une ou l'autre de ses bandes au moment où ils s'y attendaient le moins, insaisissable, implacable et toujours présent.

Ce jour-là, il avait décidé d'en finir une bonne fois avec ce poste de *carabineros* qui, commandant la route de Vera à Irun, gênait ses mouvements. A la tête de 200 hommes, qu'il mena par une marche de nuit audacieuse à travers les montagnes, il apparut soudain aux yeux des libéraux épouvantés sur le flanc du mont escarpé qui domine le pont d'Endarlaza. Il avait pour toute artillerie un petit canon fondu avec un canon de la guerre franco-allemande dont mon grand-père, carliste fervent, lui avait fait don. Il le fit pointer sur le fortin où les 37 *carabineros* composant la garnison s'étaient entassés, et le bombardement commença. Il fallut aux artilleurs inexpérimentés une bonne partie de la journée pour ajuster convenablement leur tir. Quand les boulets arrivèrent enfin sur le fortin où régnait, par cette journée torride de l'été, une chaleur d'étable, la situation devint vite intenable pour la petite garnison, qui hissa le drapeau blanc.

Confiants, les hommes de Santa Cruz jaillirent de leurs cachettes, parmi les rochers et la bruyère, et, l'arme à la bretelle, débouchèrent paisiblement sur le pont. A ce moment, une décharge traîtresse, partie du fortin situé sur l'autre rive, jeta sur le sol plusieurs d'entre eux, notamment ce jeune Xango de Renteria qu'adorait Santa Cruz et qui n'avait pas son pareil pour danser le zortzikou, en pantalon blanc barré de la ceinture rouge, sur les places ensoleillées... Un unanime mouvement de fureur jeta Santa Cruz et ses



Le curé Santa Cruz, chef carliste dans le Guipuzcoa, en 1873, et vers la fin de sa vie, en Colombie.

gens sur le fortin. Les carabiniers furent faits prisonniers en un tournemain.

C'est ici que se situe l'épisode qui marque ce coin sauvage des provinces basques d'un souvenir tragique. Santa Cruz décida que tous les carabiniers seraient immédiatement fusillés. En vain intercédèrent pour eux le curé français de Biriato, accouru au bruit de la fusillade ; en vain se traînèrent aux pieds du chef carliste, gémissantes ou hurlantes, les femmes des soldats libéraux... Ni Santa Cruz ni ses hommes, élevés dans le culte rigide de l'honneur, n'eussent pu admettre qu'une aussi indigne trahison ne fût pas châtiée. D'autre part, les carlistes, dans cette guerre civile si cruelle où tout n'était que mobilité, ne pouvaient faire de prisonniers. Au reste, une rumeur lointaine montait vers eux : les troupes libérales d'Irun, alertées, étaient déjà en marche vers Endarlaza. Les 37 *carabineros* furent rangés au long de la route, sous un chêne. Rapidement, la mort passa. Les libéraux ne trouvèrent à leur arrivée que leurs cadavres. Dans les sinuosités de la montagne complice, Santa Cruz et ses compagnons s'étaient évanouis.

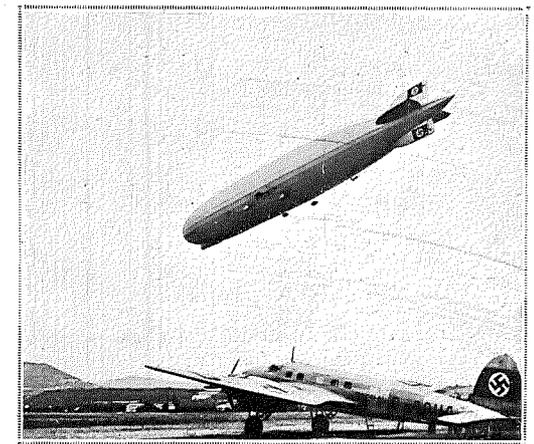
Une stèle, portant une inscription injustement infamante pour Santa Cruz : « A la mémoire des 37 carabiniers ignoblement fusillés par le curé Santa Cruz », fut dressée par les libéraux au point où se situait le fortin. Quelques centaines de mètres plus loin, vers Vera, un mausolée porte les noms des fusillés sous le chêne, encore vivant, où eut lieu l'exécution.

Soixante ans après cet épisode sanglant de la dernière campagne de don Carlos, les mêmes passions furieuses agitent les mêmes lieux. Les bérêts rouges des traditionalistes de 1936 perpétuent ceux de carlistes de 1873. Les âmes surtout sont inchangées. Les insurgés des provinces basques combattent aujourd'hui le marxisme, le communisme, l'anarchie tyrannique dans le même esprit et de la même sorte que Santa Cruz quand il combattait, au siècle dernier, le libéralisme ennemi.

GAËTAN BERNOVILLE.

### POSTE AÉRIENNE

La poste aérienne, qui n'est plus une nouveauté, constitue un service au fonctionnement normal. Mais la poste par dirigeable tient encore de l'exception. Aussi, le 12 août, au début de l'après-midi, une foule curieuse entourait-elle le terrain d'aviation de Montélimar-Ancône pour assister à l'arrivée du *Graf Zeppelin* qui, allant en Amérique du Sud, devait prendre à l'aérodrome



Le *Graf Zeppelin* s'approche du parc d'aviation près de Montélimar, pour saisir par un câble le sac de dépêches que vient d'apporter un avion allemand.

la charge d'un sac de dépêches à destination de Natal.

Ces dépêches furent apportées à 13 heures à Ancône par un bimoteur allemand venant de Marignane. Une demi-heure après apparut le dirigeable qui, dans une suite d'évolutions, s'abaissa progressivement pour lancer un câble à l'extrémité duquel était un grappin. Un coup de mistral ayant soulevé le câble, la manœuvre dut être recommencée. Le filin, lancé une seconde fois, put être saisi et l'on accrocha le sac de dépêches qui fut monté à bord du zeppelin. Le dirigeable poursuivit aussitôt sa route, et l'avion qui lui avait porté le courrier retourna à Marignane.

Ce transbordement de dépêches de la terre à un paquebot aérien est le second auquel ont assisté les habitants de la région de Montélimar. Le temps était superbe, le service d'ordre parfait, et il n'y eut ni accident, ni incident.

## NOTRE ALBUM DE LA GUERRE CIVILE EN ESPAGNE

La guerre civile qui, depuis le milieu de juillet 1936, déchire, ensanglante et ruine l'Espagne est devenue, par son caractère social et par les risques d'incendie qu'elle fait naître en Europe, la plus immédiate des préoccupations internationales. Ce conflit, où s'affrontent deux implacables mystiques, marquera dans notre siècle, quelle que soit l'issue de la lutte en cours, une date plus décisive encore, peut-être, que celle de la chute de la monarchie espagnole et de l'avènement de la République.

En raison de l'importance européenne de la tragédie qui se développe au delà de notre frontière des Pyrénées, L'Illustration vient de résumer dans un album d'histoire la somme documentaire des photographies, dessins, cartes, correspondances et articles reçus par elle pendant la première phase de l'insurrection espagnole.

Guerre que rendent atroce et sans merci les violences qui marquent les passions du caractère espagnol. Déjà se sont accumulées des ruines irréparables. Et chaque jour nous apprenons des incendies d'églises, des exécutions de vaincus, des massacres d'otages.

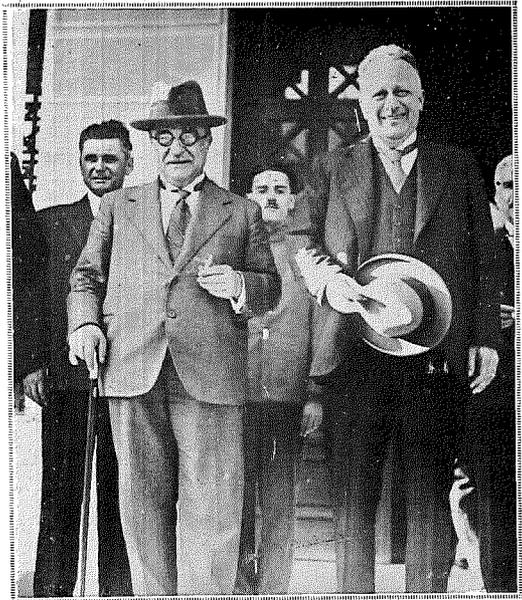
Que devient, dans cette tempête, l'âme de l'Espagne? Que restera-t-il de son trésor artistique, l'un des plus précieux du monde? Avec quelles inguérissables blessures et dans quelle détresse économique sortira l'Espagne nouvelle, quel que soit son régime, de la fatalité qui lui fait connaître actuellement son plus grand désastre? Qu'il s'agisse de ce drame intérieur d'un pays, si près de nous par la frontière et par les affinités, ou des complications internationales qui se manifestent déjà, l'événement prend un tel caractère historique que L'Illustration, dont l'information se conserve dans les bibliothèques, ne pouvait pas ne pas lui consacrer un album de documents.

Cet album va être mis en vente dans les premiers jours de la semaine prochaine au prix de 5 francs.

## POLITIQUE ET DIPLOMATIE

### LA DICTATURE DE GRÈCE

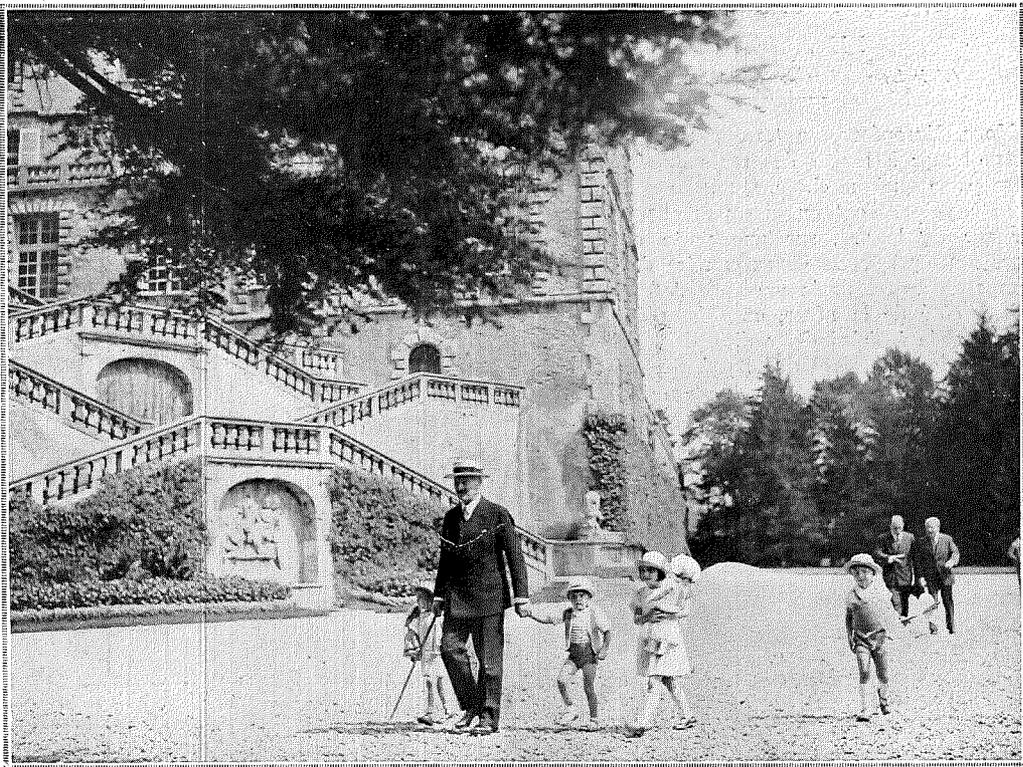
Une fois de plus, la Grèce, où la vie politique, malgré les plus diverses expériences de régimes, est une guerre continue de partis, se trouve soumise à un régime dictatorial. D'accord avec le roi Georges II, le président du Conseil, le général Metaxas, a décrété le 5 août, à Athènes,



Le général Metaxas, dictateur de Grèce.

la dissolution de la Chambre et a proclamé la loi martiale en invoquant la nécessité de parer à la menace révolutionnaire.

Par ces mesures d'exception le gouvernement a voulu venir à bout de deux mouvements politiques très distincts. D'une part, à la Chambre, les ardentes rivalités partisans n'ont guère favorisé les efforts du souverain dans l'essai qu'il a voulu faire d'une monarchie libérale et strictement constitutionnelle. Cette Chambre dissoute comptait 147 vénizelistes contre 141 antivénizelistes, ceux-ci très divisés eux-mêmes, et il arrivait que le groupe des 15 élus communistes faisait, pour les votes importants, l'appoint indispensable à toute majorité.



L'ART D'ÊTRE GRAND-PÈRE : M. ALBERT LEBRUN ET SES PETITS-ENFANTS AU CHATEAU DE VIZILLE.

Phot. Keystone.

Le président de la République vient de quitter Paris pour passer quelques semaines en villégiature au château de Vizille où il a rejoint sa famille. C'est la première fois que le chef de l'Etat s'installe dans le magnifique domaine national de la vallée de la Romanche où, jadis, Napoléon passa une nuit en revenant de l'île d'Elbe.

D'autre part, l'agitation communiste, qu'appuyait la grève générale décidée par les organisations ouvrières, semblait marquer l'imminence de graves désordres intérieurs dans la note extrémiste. Les autorités auraient été prévenues qu'une grande tentative communiste était organisée contre le pouvoir. Il avait donc fallu prévenir ce mouvement qui était à la veille d'éclater dans la capitale.

L'établissement du régime dictatorial à Athènes est présenté comme une mesure provisoire, qui devra cesser quand la situation intérieure de la Grèce permettra de procéder à de nouvelles élections.

En réponse aux décrets qui suspendent le fonctionnement du régime parlementaire, les chefs des divers partis ont adressé une protestation unanime. Ils n'ont point dissimulé au souverain que ce coup de force pouvait porter atteinte gravement à la confiance que le pays mettait en lui. Le roi Georges II a quitté Athènes pour aller villégiaturer à Corfou.

Des mesures d'ordre très sévères sont prises par le pouvoir et dans les événements de Grèce il faut sans doute discerner un épisode du vaste conflit diplomatique qui sévit actuellement en Europe.

### LE GÉNÉRAL GAMELIN EN POLOGNE

Une chaleureuse réception a été faite en Pologne, du 12 au 16 août, au général Gamelin, chef d'état-major général de l'armée française, vice-président du conseil supérieur de la guerre. C'est la première fois depuis la visite du maréchal Foch, en 1923, que le chef de l'armée française se rend chez nos amis polonais.

Reçu le 12 août à la gare de Varsovie par les autorités militaires et par l'ambassadeur de France, le général Gamelin a eu, ce jour et les suivants, de longs entretiens avec le général Rydz-Smigly, inspecteur général des forces armées polonaises. On a conduit le général Gamelin aux centres d'instruction et d'aviation et on l'a fait assister à des manœuvres de l'armée. Le président de la République et le ministre des Affaires étrangères, M. Beck, ont donné un déjeuner et un dîner en l'honneur du généralissime français, qui le 16 août s'est rendu à Cracovie pour rendre hommage à la mémoire du maréchal Pilsudski.

Il faut noter l'enthousiasme que cette visite a provoqué dans le pays, la presse affirmant que l'alliance franco-polonaise occupait la place la plus importante dans le système politique polonais.



A son arrivée à Varsovie, le général Gamelin passe en revue une compagnie d'honneur.

## LES CONSÉQUENCES DU DÉSORDRE EN ALGÉRIE

(Voir les numéros des 8 et 15 août 1936.)

Nous, Européens, en terre musulmane passons notre temps à longer des murs derrière lesquels il se passe quelque chose. Quoi, nous le soupçonnons à peine. Tout au plus pouvons-nous compter sur un hasard, sur une porte entr'ouverte pour nous permettre de surprendre de temps en temps un aspect de la vie indigène qui se poursuit à côté de la nôtre, en dehors de la nôtre, bien cachée à l'abri des voiles, de l'écriture, des visages, des caractères difficiles à déchiffrer, sinon indéchiffrables, à l'abri du langage inconnu. Le plus souvent, nous finissons par prendre notre parti de ce secret trop difficile à percer. En Tunisie, comme au Maroc, comme en Algérie, combien d'entre nous, à l'exception de ceux dont c'est le métier, n'ont aucun souci de la pensée indigène aussi longtemps qu'elle ne s'exprime pas à coups de fusil ?

Il nous suffit de pouvoir donner quelques ordres à nos subordonnés. Un vocabulaire rudimentaire assure le minimum indispensable de rapports. Mais les âmes, les cœurs ne se parlent pas.

C'est tellement facile de hausser les épaules en répétant : « Ces gens-là sont impénétrables... »

Alors, nous finissons par oublier que nous, nous sommes constamment observés par eux, que notre activité a ses répercussions sur eux, que nos querelles les intéressent et sont attentivement suivies dans la mesure même où elles favorisent certaines espérances. Ces espérances dorment dans l'ombre. Elles peuvent continuer à le faire indéfiniment au point de paraître tout à fait éteintes. Mais elles subsistent. Elles peuvent se rallumer tout à coup et flamber avec une violence qui nous surprendra.

Pour ceux que nous avons dominés par les armes il y a quelques lustres à peine, nous demeurons pendant des générations encore, sinon toujours, les roumis, les nazaréens, c'est-à-dire les infidèles, les ennemis de la foi, ceux dont on respecte la force dans la mesure où elle s'impose, parce que la force vient de Dieu, mais qu'on ne désespère pas de rejeter à la mer le jour qu'il plaira à Allah.

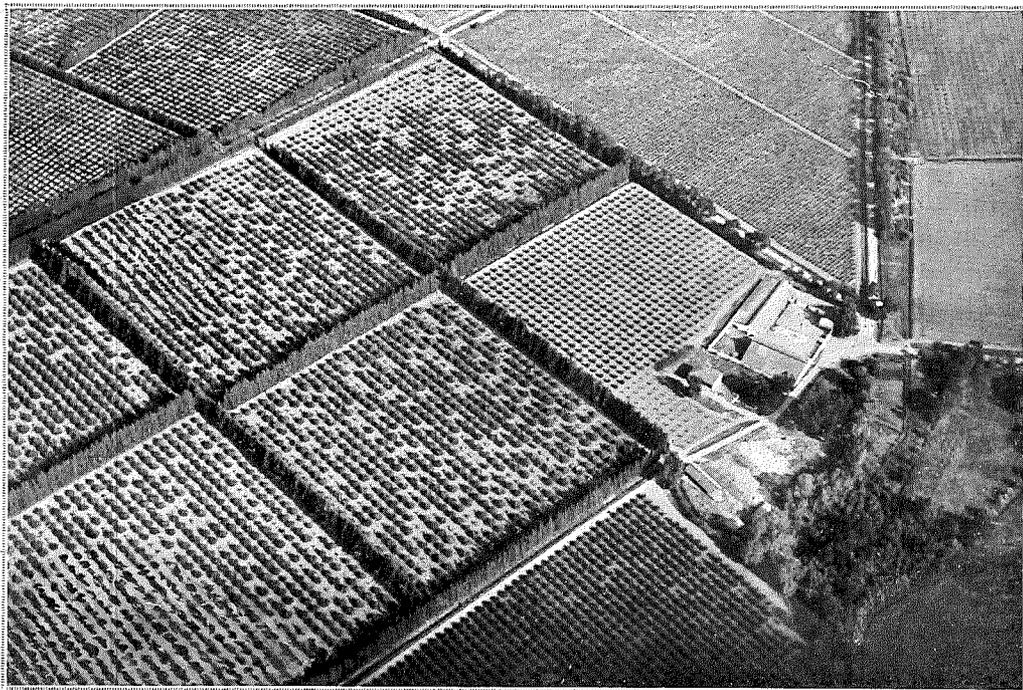
C'est-à-dire que la pire sottise que nous puissions commettre, nous qui sommes un contre six en Algérie, un contre trois cents au Maroc, c'est de donner l'impression que nous sommes divisés, affaiblis, que nous ne savons plus ce que nous voulons.

Cette sottise, nous, colonisateurs d'Europe, nous la commettons tous les jours en Afrique du Nord. C'est là une des principales sources du malaise actuel en Algérie.

Si difficiles à saisir qu'elles nous paraissent, si vagues qu'elles soient, il existe une pensée, une volonté de l'islam, ou plus exactement de l'Orient islamisé. En face d'elles, il n'apparaît plus clairement qu'il existe encore une pensée, une volonté je ne dis pas françaises, mais simplement occidentales.

Nos sujets, nos pupilles, ceux que nous avons la charge de conduire, le sentent, obscurément peut-être, mais tout comme nos représentants, nos colons, nos administrateurs. Ils nous devinent flottants, incertains, inquiets. Comment les plus pacifiques, les plus dociles ne laisseraient-ils pas se réveiller au fond de leur cœur les plus chimériques espoirs lorsqu'ils entendent certains d'entre nous leur dicter des revendications auxquelles eux-mêmes n'avaient jamais songé sérieusement ?

Notre attitude vacillante, nos gestes contradictoires ont de quoi faire perdre la tête. Ceux que le vertige n'a pas encore gagnés ont, devant certains spectacles, la même expression écourée, inquiète que j'ai eu la souffrance de lire sur le visage de tant d'Algériens.



Une ferme européenne dans la Mitidja.

Après des années d'efforts, les terres, soigneusement défrichées et défoncées, donnent de magnifiques récoltes : orangers, vignobles, oliviers dessinent de grands carrés régulièrement plantés.

Comment pourrait-il en être autrement ?

Quand des grévistes occupent et bloquent les réserves d'essence d'une grande cité, refusent de ravitailler même les ambulances, les services municipaux et déclarent sans valeur aucune à leurs yeux les ordres signés par le maire et par le préfet, quand le préfet s'incline docilement devant ces exigences et sollicite l'autorisation d'un obscur militant, instituteur révoqué, quand le courrier de France n'arrive plus, ceux qui se font une idée de la grandeur de nos responsabilités dans ce pays se sentent le cœur plus lourd.

Le 23 juin, le vapeur *Cap-Falcon* était immobilisé par les grévistes dans le port d'Oran. Ce navire renfermait dans ses cales 2.000 tonnes de marchandises. La perte pour l'armateur seul était de 5.000 francs par jour. Comme le bâtiment avait été acheté par lui à l'Etat, payable à termes échelonnés, il se vit dans la nécessité d'avertir la Marine marchande qu'il ne pourrait faire face à la prochaine échéance. Voici la copie du télégramme ministériel expédié en réponse à son avertissement :

*Marine marchande à Syndicat dockers Oran. Me permets insister vivement auprès de vous et vous demande comme preuve de confiance dans gouvernement Front populaire de laisser partir vapeur Cap-Falcon. Remerciements et souvenir amical. Henri Tasso.*

Je préfère renoncer à dépeindre l'effet moral de ce texte sur les Algériens. Qu'un ministre de la

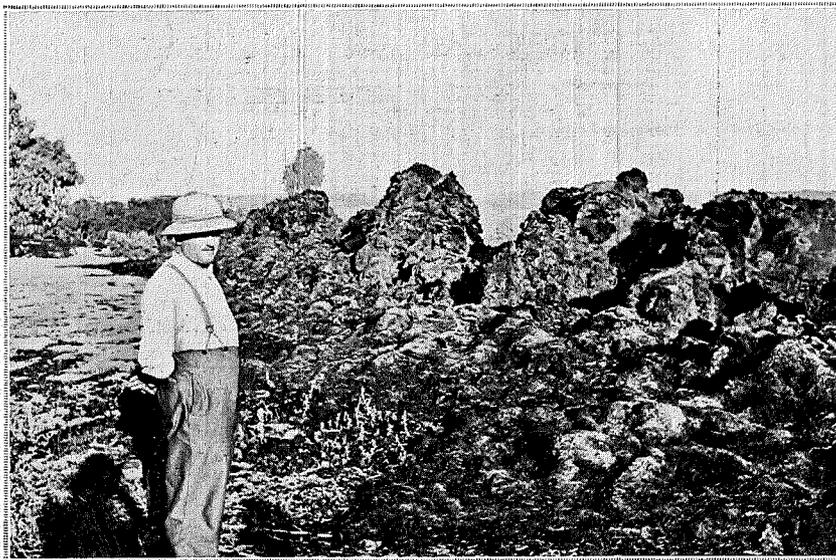
Marine marchande française dans l'exercice de ses fonctions puisse s'exprimer en de semblables termes en de telles circonstances, voilà qui les plonge dans une stupeur douloureuse. Cela dépasse leur entendement. Ils ont l'impression d'être abandonnés à eux-mêmes. Ils ne comptent plus sur Paris. Au contraire, ils songent à se défendre contre Paris.

« La France recule. Elle s'éloigne de 1.000 kilomètres », me disait un jeune Oranais cent pour cent, un de ceux pourtant pour lesquels la mère patrie représente un idéal placé très haut.

Quand les dockers envahissent impunément les navires à quai, paralysent le trafic pendant plusieurs semaines, les bergers indigènes qui n'ont pas pu embarquer leurs moutons, qui ont vu flotter le drapeau rouge à côté, quand ce n'était pas à la place du drapeau tricolore, ne comprennent rien à ce désordre, sinon que les gendarmes le tolèrent. Ils rentrent dans leurs douars tout disposés à croire ceux qui viennent leur dire qu'ils n'ont à leur tour qu'à occuper les fermes, que c'est la nouvelle loi. Car c'est ce que leur ont dit un peu partout soit les agents révolutionnaires locaux, soit des agitateurs venus des villes, agitateurs indigènes ou déguisés en indigènes. Ces boute-feu, connaissant la crédulité enfantine de leur public, ont parfois poussé le bluff au point de répandre le bruit que les avions militaires qui survolaient le bled étaient chargés de repérer les fermes où le travail n'était pas interrompu et qu'ils reviendraient bombarder les douars coupables. Les colons s'étonnèrent de voir leurs

ouvriers se cacher aussitôt qu'un appareil était signalé, et c'est ainsi que cet énorme « bobard » vint à leur connaissance. En d'autres endroits, gendarmes et gardes mobiles n'ayant pas entravé les tentatives de débauchage, le bruit courut qu'ils étaient là non pas pour punir les meneurs, mais, bien au contraire, pour les appuyer le cas échéant.

Ces meneurs apparemment bien choisis et formés, d'une mobilité qui rend leur identification difficile, sont signalés un peu partout. Le fait suivant laisse croire qu'ils participent à une offensive de grand style. Dans le département d'Alger, un colon ayant vu arriver en camion une de leurs équipes interdit l'entrée de sa propriété. Leur chef, habillé à l'indigène et parlant parfaitement l'arabe, ayant pris une attitude menaçante reçut une balle dans le ventre, ce qui suffit



Un colon contemple tristement les cendres fumantes de meules incendiées par des mains criminelles.